

# Éditorial





Le dossier de ce numéro 13 de *Permanences Critiques* constitue le deuxième volet d'un double dossier consacré au secteur associatif. Comme nous l'expliquions dans l'Éditorial du numéro précédent, ces dossiers peuvent se lire comme une intervention dans le contexte actuel de crise des politiques étatiques d'organisation de l'hégémonie, en lien avec le rôle croissant joué par l'État dans le processus d'accumulation du capital, auquel sa soumission devient de plus en plus manifeste. Cette crise affecte de plein fouet le secteur associatif dans la mesure où celui-ci a été jusqu'à présent un élément important de la stratégie de maintien de la cohésion et de la paix sociales. La mise en difficulté du secteur par les politiques actuelles va de pair avec un virage de plus en plus autoritaire de l'État laissant penser que la gestion répressive (policière, judiciaire, carcérale...) de la conflictualité sociale prendra définitivement le dessus sur les stratégies de maintien de l'ordre plus « bénignes », dans lesquelles le secteur associatif avait une place de choix. Si ce diagnostic s'avérait fondé, cela entraînerait d'une part la disparition d'un certain nombre d'opérateurs associatifs, ainsi qu'un changement de fonction des organisations restantes, qui perdraient les marges d'autonomie dont elles bénéficient encore aujourd'hui pour devenir des rouages dans une gestion foncièrement répressive des conflits sociaux.

Dans un tel contexte, il nous a semblé important d'adopter sur le secteur associatif un regard non apologétique, mais résolument critique, et ce pour deux raisons. Premièrement, en assumant et exerçant sa fonction de cohésion sociale (allant bien au-delà du *secteur* de la cohésion sociale) et de reproduction de la force de travail, le monde associatif fait lui-même partie des facteurs qui ont mené à la situation de rupture autoritaire-répressive dont nous sommes témoins aujourd'hui. Deuxièmement, nous pensons que c'est seulement un tel point de vue critique qui est en mesure de sonder et d'identifier le potentiel de résistance et de contre-attaque à ces tendances résidant au sein du secteur. Ce sont là deux raisons contradictoires, mais qui renvoient à la nature duplicitaire et ambivalente du secteur associatif lui-même, à la fois instrument de pacification sociale et lieu de contestation de l'ordre établi. Ainsi, comme nous l'écrivions dans l'Éditorial du numéro précédent, le but de ce double numéro est d'identifier et mettre à nu les principales *contradictions* qui structurent le secteur associatif et qui dessinent les *limites* de son action, afin de *s'organiser précisément à partir de ces limites et contradictions*.

Les contributions au dossier du numéro précédent étaient pour la plupart écrites depuis une perspective plus distante focalisant sur les structures et logiques générales de fonctionnement du secteur associatif en rapport

avec le contexte social plus englobant dans lequel il s'insère. Le présent dossier quant à lui réunit des contributions qui abordent le secteur associatif depuis la perspective et, dans la plupart des cas, depuis l'expérience en première personne, de la *militance*. En effet, l'une des principales contradictions qui traversent le travail associatif est celle entre *professionnalisation* et *militance*. Nous savons qu'un nombre significatif de personnes choisissent de s'investir dans le secteur associatif parce que ce travail *fait sens* à leurs yeux : il leur permet de consacrer du temps à fournir des services et des ressources vitales à des personnes et des groupes de personnes souffrant de diverses formes d'injustices, d'oppressions et de privations. Certaines de ces personnes travaillent bénévolement, tandis que d'autres deviennent salariées des associations, qui leur fournissent ainsi un gagne-pain, une perspective de carrière et un certain statut social. Il arrive également souvent que des personnes avec une expérience de militance extra-associative considérable soient « repêchées » par certaines associations comme des ressources particulièrement précieuses pour mener à bien leurs missions (et/ou pour trouver des ancrages ou une légitimité auprès de certains publics, redorer leur blasons, etc.). Dans tous les cas, les énergies et les capacités de ces personnes sont redirigées dans les médiations normatives des structures institutionnelles associatives. Cela implique la professionnalisation de leurs activités, allant souvent de pair avec une distanciation des publics, une adaptation aux exigences administratives des bureaucraties associatives et à une culture peu collaborative, voire compétitive, teintée de pragmatisme et de « réalisme politique », marginalisant nécessairement toute tendance à mettre en avant l'existence d'antagonismes sociaux irréconciliables.

La professionnalisation pose ainsi le problème de la *cooptation* des énergies militantes et des vellétés de radicalisme : il s'agit d'un processus systémique par lequel les orientations politiques sont institutionnellement influencées dans le sens d'un conformisme avec les attendus du système social en place tandis que les activités organisationnelles – potentiellement subversives – sont canalisées, dépotentiées et récupérées. La question que nous posons à cet égard est moins de savoir si l'on peut être militant *en tant que* travailleur associatif, mais plutôt s'il existe des marges de manœuvre et des stratégies au sein des associations pour résister à ces tendances, voire les contrer. La question est d'autant plus brûlante qu'elle ne concerne pas uniquement le secteur associatif, et plus généralement le non-marchand (même si elle se pose de manière plus directe et évidente en son sein), mais également le monde militant extra-associatif non-salarié, dans la mesure où les rapports de domination de classe, de race, de sexe et de genre, de validité, d'âge, etc., se recréent également au sein de ce dernier. En suivant

ce fil, la question plus générale que cette problématisation nous pousse à poser est de savoir ce que l'expérience associative *et* militante sur ces sujets nous permet de comprendre sur les façons possibles et souhaitables de s'organiser *au sein* du contexte capitaliste, suprémaciste et patriarcal et *contre* ce contexte, qui excelle dans l'art de la division, de la neutralisation et de la récupération des énergies subversives.

En lien à ces questions, un dernier point que nous pensons important de soulever se rapporte au fait que l'action associative est dans tous les cas le fait de *travailleur·euse·s*, et souvent de travailleur·euse·s socialement et politiquement engagé·e·s, avec des vellétés de transformation sociale potentiellement radicales. En même temps, et logiquement, il s'agit d'une industrie à l'image de la société dans laquelle elle se développe : existant sous un monopole racial blanc, caractérisée par des divisions de classe prononcées (notamment au travers d'une forte distinction entre « travail intellectuel » et « travail manuel » en son sein), une exploitation accrue du travail féminin (notamment à travers le bénévolat, mais pas que), et un désintéret marqué pour les questions de validisme et d'âgisme. C'est donc dans un tel contexte que les travailleur·euse·s doivent composer d'une part avec les exigences et restrictions habituelles d'un lieu de travail, d'autre part avec leurs vellétés éventuelles de transformation sociale. Or, la nécessité de transformer ce contexte offre objectivement de bonnes raisons de faire de la militance *au sein* du secteur associatif et aussi des occasions pour un éveil de la conscience politique des travailleur·euse·s. Mais surtout, cela permet de reconnaître et de cultiver de véritables solidarités entre les travailleur·euse·s de ces structures, leurs publics (c'est-à-dire les groupes sociaux opprimés), ainsi que des groupes militants extra-associatifs. Notre souhait est que le présent double numéro puisse apporter une contribution à ce travail que nous pensons nécessaire de politisation et de décloisonnement de l'action associative.

Le dossier de ce numéro 13 de *Permanences Critiques* s'ouvre sur une étude de Fabio Bruschi et d'Andrea Cavazzini intitulée « De l'expression au mot d'ordre. Pour une critique de la raison militante ». L'article se donne pour objectif de critiquer ce qu'il identifie comme un paradigme historiquement prégnant – et très présent dans le champ associatif belge – du rapport entre militant·e·s et les groupes sociaux auxquels ils et elles s'adressent, consistant à favoriser l'expression de leurs besoins par les « publics » afin de les relayer vers la sphère politique, quitte à y exercer une pression afin d'obtenir une réponse adéquate. Ce paradigme est confronté à deux autres manières possibles d'envisager le rapport entre militant·e·s et destinataires.

Le premier est celui de l'avant-garde, développé par Lénine, qui consiste en une intervention dont le but est de produire une rupture dans la conscience des destinataires en ce qui concerne l'opposition irréductible de leurs intérêts avec l'ordre social existant. Le second est celui développé par James C. Scott, fondé sur l'idée que les dominé-e-s sont déjà conscient-e-s de ladite opposition, et axé par conséquent plutôt sur la circulation et l'enrichissement des discours de négation de l'ordre social *entre* les dominés. Ce raisonnement débouche sur l'idée d'une double non-transparence entre militant-e-s et destinataires et sur la proposition que, du point de vue de la militance, le « souci de la vérité » devrait primer sur le « souci de l'autre ».

L'étude est suivie d'un entretien avec Nordine Saïdi, du collectif *Bruxelles Panthères*. Intitulé « Pour un antiracisme politique radical et décolonial à Bruxelles », l'entretien décrit la lutte d'un collectif antiraciste et décolonial autonome, né de la nécessité pour les personnes non-blanches issues des quartiers populaires de s'auto-organiser, face aux appareils répressifs d'un État fondé sur l'idée et la pratique de la suprématie raciale blanche, mais aussi face au *soft-power* incarné tant par l'antiracisme institutionnel belge que par les organisations de la société civile, telles certaines associations d'éducation permanente, qui tentent de récupérer les discours radicaux à des fins de domestication. *Bruxelles Panthères* refuse tout financement public pour préserver son indépendance, et concentre ses efforts sur l'action directe et l'éducation politique. Le groupe lutte contre le racisme institutionnel et systémique, le sexisme, l'impérialisme, le colonialisme mémoriel, et soutient la résistance palestinienne. Pour le présent et pour l'avenir, *Bruxelles Panthères* prône des alliances solides entre les organisations indépendantes, nationales comme internationales, réaffirmant la nécessité d'une organisation politique décoloniale autonome des quartiers populaires.

Dans le cadre d'une réflexion sur ses expériences militantes et professionnelles des dix dernières années, l'analyse de Julia Galaski explore les contradictions de l'engagement citoyen et du travail associatif à Bruxelles, marqués par une perte de sens graduelle due à la professionnalisation, à la bureaucratisation, et la dépendance financière et politique du secteur. L'auteure, à la fois travailleuse dans l'associatif et militante du *Collectif des Madrés*, met en parallèle ces deux mondes en montrant comment les rapports de domination qui s'y exercent s'y déclinent différemment. L'auteure pointe ainsi le poids parfois écrasant des hiérarchies associatives – mais aussi les tentatives, comme *Travail social en lutte* ou *Santé en lutte*, de s'organiser de manière autonome autour du travail, tout en contournant ses contraintes structurelles. Elle met également en relief et critique avec force

l'omniprésence, dans ce milieu, de la division entre travail intellectuel et travail manuel comme facteur de hiérarchisation, et montre en parallèle comment, dans un collectif comme celui des Madrés, les membres développent précisément ces savoirs et compétences que l'associatif voudrait réservés à ses propres « élites ». D'un autre côté, les collectifs militants autonomes doivent faire face au risque d'asphyxie financière, au manque de temps et de moyen des membres, à la répression étatique, aux tentatives de récupération institutionnelles, ainsi qu'aux inégalités (de classe, de race, de sexe...) dont ils sont, eux aussi, traversés.

L'article de Magali Gillard, clôturant ce dossier, offre une analyse critique du secteur associatif bruxellois, basée sur l'expérience de l'auteure comme travailleuse sociale et militante. Elle dénonce la prévalence du solutionnisme de gestionnaire, où les associations, dépendantes des subventions, se concentrent sur la gestion de la pauvreté plutôt que sur la transformation de ses causes structurelles. Cette approche, exacerbée pendant la pandémie de COVID-19, masque les conditions de travail précaires et la dépolitisation du secteur. L'auteure souligne la difficulté de s'organiser syndicalement et critique la naturalisation du travail de soin, souvent féminin, qui empêche de reconnaître l'exploitation. Face à cela, elle prône l'auto-organisation des travailleur·euse·s sociaux·ales et la création d'alliances avec les bénéficiaires, vu·es comme des allié·e·s dans un combat commun. Sur base, ici encore, d'une critique la division entre travail manuel et travail intellectuel, l'article insiste sur l'importance de valoriser les savoirs de terrain et de déconstruire les hiérarchies. Bien que lucide sur les limites de l'associatif, qui peut neutraliser les luttes, l'auteure appelle à créer des brèches depuis l'intérieur du secteur. Elle défend ainsi la nécessité de construire des collectifs autonomes, ancrés dans les réalités personnelles et les affects, pour une militance plus radicale et inclusive. L'objectif est de relier la pensée critique à l'organisation de la vie quotidienne, favorisant ainsi une solidarité concrète pour une transformation sociale véritablement égalitaire.

Le varia qui parachève ce dernier numéro ne se situe pas très loin des problématiques du dossier. Écrit à quatre mains par Sandrine Franceschi et Philippe Halasz-Baradlay, l'article propose d'examiner les dispositifs associatifs de soutien aux familles monoparentales à l'aune de leurs effets sur les conditions d'existence matérielle concrètes et sur les discriminations structurelles qui, pour ces publics identifiés aujourd'hui comme prioritaires au sein de la FWB, se trouvent être les causes réelles et directes de leurs difficultés spécifiques en termes d'emploi et de revenu, de logement, de santé. Le travail de première ligne se résume souvent à proposer une forme

ou l'autre d'écoute, de cercle de soutien, d'accompagnement individuel, de travail de sensibilisation, tous bienvenus et nécessaires, mais bien loin des objectifs qu'une approche holistique et réellement transformatrice pourrait se fixer afin de traiter les causes plutôt que d'apaiser – un peu – les symptômes. La critique présente ici la spécificité de s'exercer à partir de la mise en perspective, par celle qui en est à l'initiative et en a la charge, du projet *Paroles de Daronnes* de l'ARC sur fond d'une expertise chiffrée et concrète de la position des familles monoparentales à Bruxelles, et s'offre donc au lecteur à la fois comme une étude de cas et l'exemple d'un acte d'auto-critique.



**PERMANENCES  
CRITIQUES**